

*Le budget—M. I. Pelletier*

donner un compte rendu succinct de la situation alimentaire internationale telle que décrite dans le cadre de la Conférence, de la position canadienne adoptée à Rome, et de la possibilité d'accroître substantiellement notre aide aux pays en voie de développement.

Depuis une douzaine d'années, certains organismes internationaux, notamment l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation internationale de l'alimentation et de l'agriculture, avaient prévenu le monde de la possibilité éventuelle d'une pénurie d'aliments, et indiquaient certains moyens d'éviter cette crise à laquelle nous faisons face actuellement à l'échelle du monde. Comment se fait-il que nous en soyons arrivés là? Quoi qu'il en soit, disait le secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, au début de la conférence, la crise est devant nous, et elle exige que l'on agisse dès maintenant.

Il est paradoxal, monsieur le président, que la pénurie actuelle d'aliments dans le monde, accompagnée d'une malnutrition qui n'a jamais été aussi étendue, survienne à une époque où le potentiel de progrès techniques est d'une ampleur sans précédent.

Lorsque la FAO a convoqué tous les pays du monde à une Conférence mondiale sur l'alimentation, elle avait au départ invité les pays à présenter des propositions concrètes et à apporter des solutions immédiates aux problèmes extrêmement urgents de la faim dans plusieurs régions du Tiers-Monde.

A bien des égards, et surtout au chapitre des propositions concrètes, nous pouvons dire que la Conférence de Rome a été un demi-succès.

D'autre part, le fait d'avoir exposé à la face du monde les grandes composantes de ce problème complexe de la faim, et d'avoir donné la possibilité de constater jusqu'à quel point la situation était alarmante, nous permet de dire que la Conférence de Rome a été un succès.

Comment se fait-il que tout le problème de l'alimentation, de la difficulté de millions de gens de se nourrir, de la malnutrition, soit soudainement apparu à cette époque précise?

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le 5 novembre dernier, déclarait dans son discours d'ouverture à la Conférence mondiale sur l'alimentation:

La situation est en effet critique. La production alimentaire mondiale qui avait baissé désastreusement en 1972 a rejoint des niveaux qui, dans la perspective historique, sont peut-être raisonnablement élevés, mais qui n'ont permis ni de reconquérir une réserve de sécurité, ni de suivre l'accroissement rapide de la demande... On ne peut plus compter désormais pour atténuer les difficultés de la réserve stratégique mondiale, que sur quelque 25 millions d'hectares de terre labourable inutilisée dans la banque des sols des États-Unis.

La Conférence de Rome a fourni l'occasion à la plupart des délégations d'exposer ouvertement leur politique à l'égard du grave problème de l'alimentation. Dans l'une des déclarations les plus remarquées à la Conférence de Rome, l'honorable général Carlos Romulo...

● (1640)

[Traduction]

... secrétaire aux Affaires étrangères de la république des Philippines et président de la délégation des Philippines à la Conférence de l'alimentation des Nations Unies a déclaré dans un discours intitulé «Qu'est-ce qui n'a pas marché?»:

J'aimerais dire à mes collègues délégués des pays en voie de développement qu'il y a sans doute quelque chose qui cloche dans nos programmes de développement, quelque chose qui cloche dans nos objectifs et nos priorités et c'est quelque chose de terrible et de désastreux

[M. Pelletier (Sherbrooke).]

quand on voit que 25 ou même 30 ans d'indépendance et de développement nous ont menés à cette mauvaise passe, à cette crise—et je sais que c'est devenu un cliché, mais je ne vois pas d'équivalent vraiment satisfaisant—à cette crise de famine mondiale.

Qu'est-ce qui a cloché? Quelle erreur avons-nous commise? Je suis conscient, profondément conscient des aspirations et des espoirs des peuples ou, plus précisément, de leurs chefs, planificateurs et décisionnaires. Après des siècles d'exploitation coloniale où nous devions produire des matières premières pour les industries des métropoles, pour qui nous représentions des marchés captifs, ou nous étions réduits à l'état de bûcherons et de porteurs d'eau, nous avons été poussés par le désir, et aussi par la nécessité politique impérieuse, de développer notre propre économie, de devenir indépendants sur le plan économique, de donner de l'emploi aux travailleurs sans terre qui pullulaient dans nos nouvelles villes, de jouer un rôle dans le monde, d'être respectés et considérés, de nous faire une place au soleil.

En cela, nous n'avions certainement pas tort. Il s'agissait certainement d'un objectif légitime, d'une aspiration légitime.

Je suggérerais à mes collègues des pays en voie de développement que ce qui n'a pas marché, c'est que nous avons mal compris et mal jaugé les priorités économiques et sociales et, du même coup, les réalités politiques.

Voici la question, la question dure, mais inévitable que nous devons maintenant nous poser. A quoi bon avoir des fabriques flambant neuves, ou même des armes nucléaires quand des millions de gens de chez-nous ne mangent pas à leur faim? Quand un pourcentage inacceptable de nos enfants meurent avant d'avoir eu le temps de grandir? Quand ceux qui survivent restent marqués physiquement et mentalement? A quoi nous sert alors d'avoir une bombe nucléaire ou un missile pour la transporter autour du monde?

[Français]

Des propos similaires, monsieur le président, ont été tenus par plusieurs chefs de délégations à l'égard des pays en voie de développement eux-mêmes. Certains reproches ont été adressés aux pays en voie de développement à cause de la proportion trop élevée de leur produit national brut consacré annuellement à la défense nationale.

Certaines délégations ont souligné également le fait que plusieurs pays en voie de développement consentent à faire des investissements parfois somptueux mais peu importants pour le développement fondamental de leur potentiel social et économique. Certes, plusieurs reproches peuvent être adressés aux pays en voie de développement. Mais, il en est de même, monsieur le président, pour les pays riches, et à ce chapitre, je crois que ceux-ci ont une plus grande part de responsabilité à assumer dans la crise mondiale actuelle de l'alimentation.

La plupart des délégations des pays riches qui se sont présentées à la Conférence de Rome ont déçu, et ce à plusieurs égards. Tout le monde pensait que les pays riches se présentant à la Conférence de Rome feraient des propositions concrètes et apporteraient une aide substantielle au difficile problème de l'alimentation qui sévit actuellement dans plusieurs parties du globe. Pour bien des nations aux prises avec de sérieux problèmes d'alimentation, ce fut une grande déception. Nous pouvons dire, monsieur le président, que de tous les pays qui ont envoyé des délégations à la Conférence de Rome, le Canada a sûrement été l'une des nations dont les propositions ont été le mieux perçues, non seulement par les pays en voie de développement, mais également par les pays riches, qui ont vu dans la position canadienne une position ferme, sensée et réaliste.

Le Canada, sur le plan alimentaire, a des possibilités immenses, tout le monde le reconnaît. D'autre part, l'agriculture, non seulement dans les pays en voie de développement, mais aussi dans les pays développés, éprouve présentement d'énormes difficultés. Une multitude de facteurs expliquent pourquoi la classe agricole doit actuellement faire face à ces problèmes d'une extrême complexité.